

La Belgique évoque à son tour des sanctions contre Kigali

@rib News, 26/08/2012 â€ Source BelgaReynders appelle Kigali à éviter une escalade qui mènerait à des sanctionsLe ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a appelé dimanche tous les pays voisins de la République démocratique du Congo (RDC) et en particulier le Rwanda, à s'abstenir de tout soutien à la rébellion congolaise du Mouvement du 23 mars (M23), sous peine d'une «escalade» dangereuse pour Kigali. Ce qui pourrait se traduire par des sanctions internationales, a-t-il laissé entendre.

Le chef de la diplomatie belge, qui termine par le Rwanda une tournée d'une semaine en Afrique centrale qui l'a auparavant conduit en République démocratique du Congo (RDC) voisine, s'exprimait à l'issue d'un entretien de deux heures avec le président rwandais Paul Kagame et sa ministre des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, axé sur les relations bilatérales mais dominé par la situation dans l'ex-Zaïre, dont l'Est est en proie à la mutinerie du M23 depuis le mois d'avril. «Il y a beaucoup de choses à faire à Kinshasa (de la part des autorités congolaises pour instaurer un état de droit sur son territoire), mais il y a aussi beaucoup de choses à faire dans les pays voisins» pour éviter toute ingérence, a-t-il dit lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue rwandaise. Après les explications que Mme Mushikiwabo doit fournir la semaine prochaine aux Nations Unies - elle doit notamment s'adresser au Conseil de sécurité et au groupe d'experts du comité des sanctions frappant la RDC mis en place pour contrôler un embargo sur les armes à destination des groupes armés -, «nous aurons peut-être des décisions à prendre», a lancé M. Reynders sur le ton de la menace, dans une allusion aux mesures de suspension d'aide (parfois symboliques) déjà prises par certains pays occidentaux. «Si le Rwanda montre qu'il agit positivement, il n'y aura pas lieu de prendre des sanctions», a-t-il par la suite précisé. Il a aussi insisté sur l'urgence d'une pacification de l'est de la RDC «car le temps joue en faveur des rebelles» qui ont établi leur propre administration sur la zone du Nord-Kivu qu'ils contrôlent -, avant l'instauration d'un dialogue sur des questions à moyen et long terme, de préférence dans un cadre régional. Le Rwanda est soupçonné par l'ONU, et accusé par la RDC, de soutenir une mutinerie dans la province du Nord-Kivu (est), menée par un groupe de membres de l'ex-rébellion du Conseil national pour la Défense du Peuple (CNDP) qui avaient été intégrés en 2009 dans l'armée congolaise. Kigali dément toute implication et Mme Mushikiwabo l'a réaffirmé dimanche, tout en s'étonnant que le Rwanda n'ait pas eu la possibilité de se défendre face à des accusations qu'elle a qualifiées d'«infondées», ce qu'elle compte faire à New York. Elle a précisé devant la presse qu'elle s'y rendait à la demande du Rwanda pour «fournir des explications» aux accusations portées contre Kigali. Une annexe à un rapport d'un groupe d'experts onusiens, publié le 27 juin dernier, accuse notamment cinq officiers de l'armée rwandaise - dont le ministre rwandais de la Défense, James Kabarebe, le chef d'état-major, le général Charles Kayunga et l'ancien chef de renseignements militaires, Jacques Nziza - d'être les principaux responsables de cet appui aux rebelles de l'est congolais. Les pays de la région ont trouvé un accord de principe au déploiement d'une «force internationale neutre» chargée d'«éradiquer» les groupes armés opérant dans l'est de la RDC. Leurs chefs d'état doivent se revoir le 1er septembre à Kampala pour progresser dans sa mise sur pied, un sommet où la Belgique sera représentée, selon M. Reynders. Tirant par la suite les conclusions de sa tournée, il a affirmé avoir perçu une «ouverture» de la part tant de M. Kagame que de la part du président congolais Joseph Kabila, qu'il avait rencontré mercredi dans son fief de Lubumbashi (sud-est). Tous deux sont prêts à accepter un «rôle actif de la Belgique», a-t-il souligné devant quelques journalistes, insistant sur la nécessité de «recréer la confiance» entre Kinshasa et Kigali. Le Rwanda à New York pour défendre sa positionLe ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, a annoncé dimanche qu'elle se rendrait la semaine prochaine à New York pour défendre la position de Kigali à un rapport d'experts des Nations Unies qui accuse le Rwanda de soutenir une mutinerie de soldats tutsis dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) voisine, en violation d'un embargo sur les armes décrété par l'ONU. Mme Mushikiwabo a précisé, lors d'une conférence de presse avec son homologue belge, Didier Reynders, qu'elle s'y rendait à la demande du Rwanda pour «fournir des explications» aux accusations portées contre Kigali, qu'elle a qualifiées d'«infondées». Une annexe à un rapport d'un groupe d'experts onusiens, publié le 27 juin dernier, accuse notamment cinq officiers de l'armée rwandaise - dont le ministre rwandais de la Défense, James Kabarebe, le chef d'état-major, le général Charles Kayunga et l'ancien chef de renseignements militaires, Jacques Nziza - d'être les principaux responsables de cet appui aux rebelles de l'est congolais. Le Rwanda a déjà répondu par écrit à ce rapport, assurant que «la plupart des affirmations spécifiques mentionnées dans l'annexe sont aisées à démentir». «Ce qui demeure, c'est une série d'assertions basées sur des (informations) douteuses, comme des témoignages anonymes de soldats des FARDC (Forces armées de la RDC) sur des mouvements de troupes attribués à l'armée rwandaise, qui se fondent sur le souvenir d'avoir vu des traces de bottes particulières», ajoute la réponse de Kigali dans un document encore secret.